



TOUTES ET TOUS EN GRÈVE LE 29 SEPTEMBRE !!!

Depuis de trop nombreuses années, les agentes et les agents des Finances Publiques subissent la fuite en avant de la Direction Générale au nom de l'exemplarité : des rémunérations qui décrochent, des conditions de travail qui se dégradent, des emplois supprimés alors que déjà insuffisants, des réformes permanentes qui nous épuisent, nous démotivent, réduisent nos droits et garanties et des missions de service public fragilisées, abandonnées ou privatisées.

RÉMUNÉRATIONS STOPPONS LA PERTE DU POUVOIR D'ACHAT

Depuis plusieurs années, l'inflation ronge le pouvoir d'achat des personnels de la DGFIP. Par rapport à l'inflation, la valeur du point a perdu 5.37% depuis 2023, 15.62% depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron en 2017, et même 32.1% depuis 2000. Le point d'indice reste gelé pour la troisième année consécutive, les rares revalorisations ponctuelles n'ont pas compensé les pertes accumulées et les débats autour du PLF 2027 n'augurent rien de bon.

À la DGFIP, les débuts de carrière sont à présent marqués par un traitement indiciaire en dessous du SMIC. Le dernier rapport de l'IGF consacré aux primes des fonctionnaires n'est établi que pour une seule chose : faire des économies en faisant passer ces derniers pour des privilégiés.

RÉSEAU TERRITORIAL NRP 2 OU LA RÉORGANISATION PERMANENTE

Après le NRP 1, une seconde vague de suppressions des structures va éloigner encore un peu plus les usagers de nos services, et faire payer le prix fort aux personnels. Ce NRP 2 permettrait, selon les dires « d'adapter le réseau à l'horizon 2030, avec des opérations envisagées dès 2027. Les usagers seront durement impactés et la fracture économique, sociale, territoriale et numérique deviendra plus profonde. Quant aux agents, les emplois serviront de variable d'ajustement budgétaire. Et pourtant, un constat s'impose : à la DGFIP 87, sur la période 2011-2025 c'est 1 agent sur 4 en moins, affaiblissant considérablement les conditions d'accueil et d'accessibilité des usagers au service public, et dégradant de façon criante les conditions de travail des agents.

MOYENS DES CHOIX POLITIQUES ET BUDGÉTAIRES AUX CONSÉQUENCES GRAVES

Les choix politiques et budgétaires réduisent constamment les moyens humains et de fonctionnement à la DGFIP y compris en matière de sécurité informatique des données comme l'ont démontré les cyberattaques durant l'été. La DGFIP aime communiquer sur la modernisation, la dématérialisation et le numérique. Elle vient aussi, à sa manière, de démontrer, les limites de cette politique. Ainsi, à force de vouloir ouvrir grand les portes du numérique, certains ont fini par entrer sans y être invités. La dette technique et les besoins de cybersécurité ne peuvent plus être considérés comme secondaires. Au-delà des données, c'est bien la confiance en notre administration qui est compromise. Les conséquences retombent avant tout sur les personnels devant répondre aux inquiétudes légitimes d'usagers parfois véhéments.

LE 29 SEPTEMBRE, METTONS-NOUS EN GRÈVE POUR PROTÉGER LE SERVICE PUBLIC

**RENDEZ-VOUS SUR LES MARCHES DE CRUVEILHIER A 9H45 AVANT D'ALLER MANIFESTER
A 10H30 CARREFOUR TOURNY POUR FAIRE ENTENDRE NOTRE COLÈRE ET NOS
REVENDICATIONS
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE**